



**ONTARIO
FEDERATION OF
LABOUR**

PATTY COATES, President

AHMAD GAIED, Secretary-Treasurer

JANICE FOLK-DAWSON, Executive Vice-President

Le 14 septembre 2022

Le très honorable Justin Trudeau

Premier ministre du Canada
80, rue Wellington
Ottawa, Ontario, K1A 0A2
justin.trudeau@parl.gc.ca

L'honorable Sean Fraser

Ministre de l'Immigration, des Réfugiées et de la Citoyenneté
Édifice de la Confédération, suite 110
Chambre des communes, Ottawa, Ontario, K1A 0A6
sean.fraser@parl.gc.ca

Monsieur le premier ministre Trudeau et monsieur le ministre Fraser,

OBJET : Nous préconisons la résidence permanente pour tous

Je vous écris au nom de la Fédération du travail de l'Ontario (FTO). La FTO représente 54 syndicats et plus d'un million de travailleurs et travailleuses de l'Ontario. C'est la fédération du travail la plus grande du Canada.

En tant que présidente de la FTO, je profite pleinement de toute occasion de parler au nom des travailleurs et travailleuses de l'Ontario et d'indiquer leurs besoins, leurs sujets d'inquiétude et leurs intérêts à des décideurs comme vous. L'occasion qui m'est donnée de vous écrire ne fait pas exception à cette règle.

Votre gouvernement a, pour sa part, une occasion historique de mettre de l'avant un programme sur l'égalité des droits dont les effets se feront sentir pendant des générations, non seulement au Canada, mais aussi dans le monde entier. Vous avez l'occasion d'améliorer la vie de millions de personnes et de voir à ce que la justice, l'équité et la compassion soient les valeurs qui dictent l'orientation de notre pays.

Je parle, bien sûr, de l'occasion de s'engager à l'égard de l'égalité des droits de tous en assurant la résidence permanente à 1,7 million de personnes migrantes, y compris 500 000 sans-papiers.

Il est pressant que le gouvernement fédéral régularise la situation de tous les sans-papiers au Canada – sans exception – et accorde la résidence permanente à toutes les personnes migrantes, et particulièrement à celles qui occupent des emplois à bas salaire.

Je crois bien qu'il serait possible d'atteindre cet objectif en adoptant les propositions établies par le Réseau des droits des migrant(e)s, qui a dressé un plan visant à orienter l'établissement d'un programme de régularisation. La FTO applaudit le travail accompli par le Réseau des droits des migrant(e)s pour les définir.

Vous trouverez ces propositions [sur ce lien](#).

ONTARIO FEDERATION OF LABOUR • FÉDÉRATION DU TRAVAIL DE L'ONTARIO

15 Gervais Drive, Suite 202, Toronto, Ontario M3C 1Y8 T: 416-441-2731 | F: 416-441-1893 | OFL.CA

Le très honorable Justin Trudeau

Premier ministre du Canada

L'honorable Sean Fraser

Ministre de l'Immigration, des Réfugiées et de la Citoyenneté

Page 2

Le 14 septembre 2022

Il y a eu des moments dans l'histoire où les gouvernements ont pris des mesures audacieuses et progressistes pour rectifier une injustice de longue date. Ces moments se présentent souvent sous forme de vagues d'appui de la rectification de l'injustice par le public parce que les gens ordinaires sont incités par les luttes et les souffrances des autres à demander à leurs dirigeantes et dirigeants d'agir.

Nous vivons un tel moment actuellement.

À titre de présidente de la FTO, je connais l'appui répandu dont la cause du statut pour tous jouit dans l'ensemble du mouvement syndical. Cet appui a augmenté rapidement ces dernières années, particulièrement pendant la pandémie de la COVID-19 car les travailleurs et travailleuses ont réalisé le rôle très critique que toutes les personnes migrantes et leurs familles jouent au sein de l'économie, dans nos lieux de travail et dans nos communautés.

Il existe un besoin pressant de créer un programme global, et non partiel ou restrictif, qui s'appliquerait à toutes les personnes sans papier au Canada.

Au fil de nombreuses années de recrutement au sein du mouvement syndical de l'Ontario, j'ai constaté que la politique d'immigration canadienne laisse tomber certains travailleurs et travailleuses en les privant de droits et d'avantages fondamentaux tels que les protections au travail, les soins de santé et l'éducation. Or, quand un groupe de travailleurs et travailleuses est exclu, cela nuit à l'ensemble de la population travailleuse et met tous nos droits en péril.

Bien des personnes migrantes venant au Canada sont tenues de travailler pour un seul employeur, ce qui accroît leur vulnérabilité et restreint leur capacité de dénoncer les mauvaises conditions de travail. La plupart des personnes migrantes et réfugiées, et particulièrement celles qui ont des emplois à bas salaire, n'ont pas d'accès à la résidence permanente. Il s'ensuit que des centaines de milliers de personnes prennent la difficile décision de rester au Canada en tant que personnes migrantes sans papier, ce qui accroît leur exclusion et leur marginalisation.

Nous devons trouver une solution manifestant un véritable engagement à l'égard de l'égalité. Des personnes migrantes, y compris des personnes réfugiées et des sans-papiers, ont toujours travaillé ici, à prendre soin de nos enfants et de nos parents et à récolter notre nourriture. Elles occupent souvent certains des emplois comportant le plus d'insécurité et d'exploitation au Canada. Or, ce sont là précisément les éléments de notre économie que nous devons appuyer et élargir : les soins infirmiers, la garde d'enfants, les services aux personnes âgées, l'agriculture et le travail domestique.

Pendant que nous continuons à tirer des leçons de la pandémie, nous devons toujours nous rappeler le fait des plus fondamentaux que la santé et la sécurité de nos communautés dépendent de celles de leurs membres travailleurs et autres les plus marginalisés. L'assurance de l'accès à la résidence permanente à toutes les personnes migrantes est un premier pas essentiel pour que nous soyons en mesure de répondre aux crises futures de manière plus juste et plus équitable.

Le très honorable Justin Trudeau

Premier ministre du Canada

L'honorable Sean Fraser

Ministre de l'Immigration, des Réfugiées et de la Citoyenneté

Page 3

Le 14 septembre 2022

Je crois bien qu'il sera favorable à votre gouvernement de prendre la décision de régulariser toutes les personnes sans papier au Canada, et j'espère bien que vous reconnaissez cette réalité politique.

Au cours des prochains jours et des prochaines semaines, vous entendrez sans doute de nombreuses autres personnes vous inciter comme moi à rectifier l'injustice historique en question en adoptant les propositions du Réseau des droits des migrant(e)s. La FTO amplifiera la revendication en encourageant ses affiliés et les fédérations du travail du reste du pays à appuyer la journée d'action en faveur des droits, de la régularisation et du statut pour tous et toutes qui sera marquée dans différents lieux du Canada le 18 septembre, et à y participer. Il serait judicieux que les membres de votre gouvernement manifestent leur appui à ce mouvement en participant à une action dans leur circonscription.

Je vous remercie de l'attention que vous prêterez à cette question. Comme le reste du mouvement syndical de l'Ontario, je surveillerai la situation de près pour voir si nous obtenons les résultats nécessaires.

Au nom de nos 54 affiliés, je vous incite à profiter de l'occasion pour agir honorablement envers les personnes migrantes, leurs familles et tous les travailleurs et travailleuses.

Agréez, monsieur le premier ministre Trudeau et monsieur le ministre Fraser, l'expression de mes sentiments les meilleurs,



PATTY COATES,

présidente de la

Fédération du travail de l'Ontario

C: Direction de la FTO
Réseau des droits des migrant(e)s : info@migrantrights.ca
Bea Bruske, présidente du Congrès du travail du Canada : president-office@clcctc.ca